

BURKINA FASO



LOUIS SAVADOGO



**CANDIDAT DU BURKINA FASO À
L'ÉLECTION DES MEMBRES DU
TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT
DE LA MER « TIDM »
2026**

NOTICE INDIVIDUELLE – *CURRICULUM VITAE*

FORMATION

Droit

- Maîtrise de droit public, Faculté de droit et de sciences politiques, Université de Caen, Normandie, 1984 ;
- Doctorat en droit public portant le titre : *Essai sur une théorie générale des États sans littoral*, Faculté de droit, Université Panthéon Sorbonne Paris 1. Mention très honorable, félicitations du jury, proposition pour un prix de thèse. Prix André Isoré de la Chancellerie des universités de Paris (1992), La version éditoriale de la thèse, parue chez L.G.D.J., Paris, 1997, a obtenu une subvention du Ministère de la coopération (France) et de l'Université de Cergy-Pontoise. Elle a été couronnée par l'Académie de marine (Prix et médaille, 1998) ;
- Habilitation à diriger des recherches (plus haute qualification universitaire en France), Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1, 1992.

Science politique

Diplôme d'études approfondies « DEA », Science politique, Université Panthéon-Assas Paris II – Institut d'études politiques de Paris « IEP », 1985, Mention assez bien, 1986.

Lettres

- Licence, Lettres et civilisations étrangères (Espagnol), Université Paris X Nanterre, 1992 ;
- Diploma de español como lengua extranjera, Universidad Menéndez Pelayo, Santander, España (1987).

FONCTIONS JUDICIAIRES

- Juriste au Greffe du Tribunal international du droit de la mer, Am Int. Seegerichtshof I 22609 Hambourg, République fédérale d'Allemagne, avril 2001- mars 2023. Solide expérience de la pratique du droit et de l'activité judiciaire du Tribunal ;
- Membre de la Cour permanente d'arbitrage (CPA), 2024 ;
- Membre de la Cour internationale d'arbitrage de Shenzhen (SCIA), 2025.

MEMBRE D'INSTANCES INTERNATIONALES

- Membre élu de la Commission du droit international (CDI) des Nations Unies, élu en 2021.
 - Nommé Rapporteur spécial de la CDI pour le thème « Prévention et répression de la piraterie et des vols à main armée en mer » (2024). Président du Groupe de travail sur le même sujet.
 - Membre de Comités de rédaction de la CDI : Règlement des différends auxquels des organisations internationales sont parties ; Moyens auxiliaires de détermination des règles de droit ;
 - Membres de groupes de travail : Prévention et répression de la piraterie et des vols à main armée en mer ; L'élévation du niveau de la mer au regard du droit international ; Les accords internationaux juridiquement non contraignants ; Successions d'Etat en matière de responsabilité de l'Etat ;
- Inscription sur la Liste des experts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture « FAO », depuis 1992 ;
- Membre du Groupe de travail sur les frontières maritimes de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Addis Abeba, Ethiopie, depuis 2015 ;

PARTICIPATION À DES RÉUNIONS INTERNATIONALES

Membre de la délégation du Tribunal international du droit de la mer :

- Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer//United Nations Open-ended Consultative Process on the Law of the Sea (UNICPOLOS), 2002 ;
- Assemblée générale des Nations Unies, 2007 ;
- Réunion des Etats Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM), 2009 ;
- Groupe de travail sur les frontières maritimes de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique « CEA », Addis Abeba (Ethiopie), 2016 ; Abidjan (Côte d'Ivoire), 2017 ; Nairobi (Kenya), 2018 ;
- Série d'ateliers organisés dans différentes régions du monde aux fins de fournir aux experts des Etats, des informations d'ordre pratique sur les procédures de règlement des différends devant le Tribunal :
 - Dakar (Sénégal), 31 octobre - 2 novembre 2006 ;
 - Nairobi (Kenya), 8 août 2014 ;
 - Mindelo (Cabo Verde), 2 et 3 mai 2018.

CONSEILLER JURIDIQUE

- Climate Vulnerable Form « CVF » (2023) ;
- Conseiller juridique du Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral (établi par Accord multilatéral, New York, 24 septembre 2010) (depuis 2024).

FONCTIONS ACADÉMIQUES

- Attaché temporaire d'enseignement et de recherches (ATER) ;

Université Panthéon Sorbonne Paris, 12, Place du Panthéon, 75231, Paris, 1990-1992 ;
- Maître de conférences de droit public, Université de Cergy Pontoise, UFR Droit, 33 boulevard du port, 95011 Cergy-Pontoise Cedex. Activité pédagogique aux niveaux du master et du doctorat – Responsable du master de droit public, 1994-2000. Supervision de recherches doctorales ;
- Membre du Conseil scientifique de l'Université de Cergy-Pontoise, 1999-2001 ;
- Maître de conférences de droit public, Université Panthéon Sorbonne Paris, 12, Place du Panthéon, 75231, Paris, 1994-1995 ;
- Chargé de cours, Université Panthéon Sorbonne Paris, 12, Place du Panthéon, 75231, Paris ;
- École supérieure des sciences économiques et commerciales « ESSEC », 3 avenue B. Hirsh, 95000 Cergy-Pontoise, 1998-2000, droit administratif ;
- Chargé de cours, Institut d'études judiciaires (IEJ), Université de Cergy-Pontoise, droit de l'Union européenne, préparation du concours d'entrée au Centre régional de formation professionnelle des avocats (CRFPA) et à l'École nationale de la magistrature, 1998-2001 ;
- Chargé de cours, l'Institut de préparation à l'administration générale « IPAG », 1997-2001 ;
- Membre du Conseil scientifique de l'Académie d'été du droit de la mer de l'Université Kadir Has, Istanbul, depuis 2017 ;
- Participation à de nombreux colloques et séminaires universitaires.

MEMBRE D'INSTANCES À CARACTÈRE SCIENTIFIQUE

- Association internationale du droit de la mer, depuis 2007 ;
- Société française pour le droit international, depuis 1992 ;
- Société africaine de droit international, depuis 2009 ;
- Société européenne de droit international, depuis 2010.

MEMBRE DE JURYS (FRANCE)

- Concours de recrutement d'attachés d'administrations scolaires et universitaires (AASU), 1997-2001 ;
- Concours d'entrée à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, 1996-2001 ;
- Soutenance de thèses de doctorat ;
- Concours de recrutement d'enseignants des facultés de droit.

PUBLICATIONS (SÉLECTION)

Auteur d'un ouvrage et de nombreuses contributions relatives au droit de la mer et au droit du contentieux international.

Ouvrage et chapitre d'ouvrage

- *Essai sur une théorie générale des États sans littoral*. Version éditoriale de la thèse. Paris, L.G.D.J., Bibliothèque de droit international et communautaire, tome N° 111, décembre 1997, 389 p. Préface de Monsieur le Professeur L. Lucchini. Prix André Isoré (1992) de la Chancellerie des Universités de Paris. Prix et médaille de l'Académie de marine (1998) ;
- *Traité du droit de la mer*, ouvrage collectif sous la direction de M. Forteau & J.M. Thouvenin, Paris, Pedone, 2017, pp. 867-890 (Chapitre 8 «Etats géographiquement désavantagés et Etats sans littoral») ;
- *Rien que la mer. Mélanges offerts au Juge Tafsir Malick Ndiaye*, en collaboration avec le juge Maurice Kamga, à paraître : Paris, Larcier, 2026.

Articles et contributions

- Bibliographie systématique des ouvrages et articles relatifs au droit international public publiés en langue française », sous la direction de Madame G. Guyomar, *Annuaire français de droit international*, 1988, 1989

- « Le Traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (Port-Louis, Ile Maurice, 17 octobre 1993) », *Annuaire français de droit international (ADFI)* 1994, pp. 823-847 ;
- « Les régimes internationaux de l'utilisation des ressources minérales de la mer Caspienne », *Annuaire du droit de la mer*, 1997, pp. 265-308 ;
- « L'accord entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine du 22 novembre 1998 : la logique de la réciprocité en matière de transit d'un Etat sans accès utile à la mer », *Annuaire du droit de la mer*, 1998, p. 119-133 ;
- « La renaissance de la procédure des demandes reconventionnelles dans la jurisprudence de la Cour internationale de Justice », *Revue belge de droit international (RBDI)*, 1999 (I), pp. 237-270 ;
- « Case concerning armed activities on the territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda): The Court's provisional measures Order of 1 July 2001 », *British Yearbook of International Law (BYBIL)*, 2001, pp. 357-380;
- « Le paragraphe 3 des articles 74 et 83 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : une contribution à l'accord sur les arrangements provisoires relatifs à la délimitation de la frontière maritime entre la Tunisie et l'Algérie », *Annuaire du droit de la mer*, 2002, pp. 239-248 ;
- « La Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (2 novembre 2001) », *Revue générale de droit international public (RGDIP)*, 2003, (1) pp. 31-71 ;
- « Entre terre et mer : la protection du milieu marin de la mer Caspienne », *Annuaire du droit de la mer*, 2003, pp. 221-247 ;
- « Le recours des juridictions internationales à des experts », *Annuaire français de droit international (AFDI)*, 2004, pp. 231-25 ;
- « Quelques observations sur le Conseil des ministres franco-allemand », *Revue française de droit constitutionnel (RFDC)*, 2006, № 67, pp. 571-583 ;
- « Les navires battant pavillon d'une organisation internationale », *Annuaire français de droit international (AFDI)*, 2007, pp. 640-671 ;
- « ECOWAS », in *Max Planck Encyclopaedia of Public International Law (MPEPIL)*, Oxford University Press;
- « The Economic Community of Central African States », in *Max Planck Encyclopaedia of Public International Law (MPEPIL)*, Oxford University Press;

- « La Charte africaine des transports maritimes: Principes, règles et techniques » in T. M. Ndiaye et R. Wolfrum, *Law of the Sea, Environmental Law and Settlement of Disputes: Liber Amicorum Judge Thomas A. Mensah*, Leiden/London, Martinus Nijhoff Publishers, 2007, pp. 545-552 ;
 - « L'accord intérimaire établissant la Commission du courant du Benguela », in *Droit, Liberté, Paix, Développement, Mélanges en l'honneur de Majid Benchikh*, Paris, Pedone, 2011, pp. 345-349 ;
 - « Le régime international des câbles sous-marins », *Journal du droit international (Clunet)* (1) 2013, pp. 45- 82 ;
 - « La sécurité des routes maritimes » in *Les nouvelles maritimes*, colloque de la faculté de droit de l'université de Nantes (Centre de droit maritime et océanique), Paris, Pedone, 2016, pp. 195-212 ;
 - « Déni de justice et responsabilité de l'Etat pour les actes de ses juridictions », *Journal de droit international (Clunet)* 2016, pp. 827-876 ;
 - « Les incidents liés à la composition de la cour ou du tribunal dans le procès international », *Annuaire canadien de droit international*, 2017, pp. 1-67 ;
 - « La pollution du milieu marin par les déchets plastiques et microplastiques », *Annuaire de droit maritime et océanique*, 2019, 2021, pp. 325-340 ;
- « Incidences juridiques de la hausse du niveau des mers sur les frontières maritimes », *Revue générale de droit international public*, 2023 (2), pp. 305-344 ;
- « Prévention et répression de la piraterie et vols à main armée en mer », Note du Rapporteur spécial, Nations Unies AG, Commission du droit international, Soixante-seizième session, A/CN.4/786, 21 mars 2025, 52 p ;
 - « Les accords provisoires de délimitation des frontières maritimes » (à paraître en 2026.